

CFDT, CFTC, CGT, FSU, SUD, UNSA

Ministère de la Culture

Pas de liquidation avant changement de propriétaire

Le président Sarkozy, ses gouvernements successifs, ses ministres et sa majorité parlementaire ont consacré beaucoup d'énergie ces dernières années au démantèlement du service public culturel, au détricotage de nos missions et à la destruction massive de nos emplois, comme dans l'ensemble de la Fonction publique.

5 ans plus tard, en dépit d'une fragilisation très préoccupante de ses fondations et d'une dégradation inconnue à ce jour de nos conditions de travail, le ministère, vaille que vaille, est encore debout. Or personne ne peut douter qu'il le doit principalement à l'attachement profond des agents à leur travail, à leur souci exemplaire de l'intérêt général et à leurs luttes tenaces.

Dans cette période où, quoi qu'il arrive, les cartes vont être rebattues, non seulement le cabinet de Frédéric Mitterrand et les équipes dirigeantes du ministère ne lèvent pas le pied mais, de surcroît, ils appuient très fort sur l'accélérateur de la liquidation.

Ainsi, 2 comités techniques (CT) majeurs sont convoqués en 2 jours les 27 et 28 mars prochains (le CT de la direction générale des patrimoines le 27 ; le CT ministériel le 28) pour mettre un point final à des "réformes" nocives pour le ministère de la culture, ses services et établissements. Tout ceci confirme une nouvelle fois que l'organisation administrative issue de la RGPP est une aberration.

Il s'agit là d'un nouveau déni insupportable du dialogue et de la démocratie sociale, déjà constamment malmenés durant ce quinquennat par un président qui n'hésite plus à s'en prendre brutalement aux syndicats, qualifiés de "corps intermédiaires faisant écran entre le peuple et le gouvernement".

Cet acharnement politique n'a d'égal que l'opposition majoritaire et la résistance durable qu'il rencontre.

L'intersyndicale culture estime que les responsables du ministère de la culture et de la communication n'ont désormais plus aucune légitimité. Ils se bornent à faire passer à tout prix leurs ultimes projets de destruction avant les prochaines échéances électorales. L'intersyndicale refuse donc de cautionner ce hold-up et de laisser confisquer un avenir dans lequel les politiques publiques culturelles seraient minées.

C'est pourquoi, nos organisations syndicales ont décidé de ne plus perdre leur temps et leur salive dans les comités techniques ministériels et centraux convoqués par cette administration.

C'est pourquoi, elles ne se sont pas rendues au CT de la direction générale des patrimoines ce jour, et n'iront pas plus au CT ministériel convoqué demain mercredi 28 mars.

Notre combat pour la culture, pour un ministère refondé et renforcé se poursuit. Il n'est pas prêt de s'arrêter.

Paris, le 27 mars 2012